NOUVELLE REVUE THÉOLOGIQUE

101 N° 2 1979

Les choix pastoraux. Nouveau terrain pour la théologie

Marcel METZGER

p. 193 - 211

https://www.nrt.be/fr/articles/les-choix-pastoraux-nouveau-terrain-pour-la-theologie-1029

Tous droits réservés. © Nouvelle revue théologique 2024

Les choix pastoraux nouveau terrain pour la théologie

Pluralisme : un mot qui a le vent en poupe ! Un mot qui exprime une réalité évidente et irréversible. Car depuis de nombreuses années et dans tous les domaines, les informations circulent en tous sens. Mais, s'agissant de questions religieuses et de pratiques pastorales, on se contente souvent d'enregistrer les informations et de les classer, sans comparer ni évaluer les découvertes faites, chacun restant fermement installé sur ses positions. Peut-on appeler cela du pluralisme ? Ne s'agit-il pas tout bonnement de tolérance ? Je n'en veux pour preuve que cette scène, qui se reproduit de temps à autre dans des assemblées mêlées : pour demander qu'à telle ou telle façon de penser ou d'agir les autres accordent droit de cité, on brandira un mot-sésame : « Pluralisme » ! Ce qu'on demande alors, c'est essentiellement le droit à la coexistence, qu'on ne s'exclue pas entre partisans de l'une ou l'autre mentalité.

En restera-t-on à un pluralisme de simple tolérance, sans tendre vers un pluralisme voisin de l'œcuménisme, donc sans chercher des chemins d'unité ? Négligerait-on un tel effort, on ne pourra pourtant barrer le chemin à des uniformisations réductrices, qui s'infiltrent déjà sournoisement dans tous les domaines. Un exemple banal pris dans les modes vestimentaires : le « blue-jean ». De Tokyo à New York, en passant par Jérusalem, Rome et Paris ou Londres, le même uniforme a été adopté par les mêmes classes d'âge. Ne soyons pas surpris si les idées et les comportements suivent les mêmes chemins d'uniformisation : le domaine religieux n'est pas préservé ! A moins que les Eglises ne prennent les devants, non seulement en promouvant l'œcuménisme entre elles, mais encore en cherchant à l'intérieur de leurs propres communautés des chemins vers l'unité.

Dans les pages qui suivent, il sera question de chemins vers l'unité dans la pastorale de l'Eglise catholique. En effet cette pastorale se développe actuellement sous le signe du pluralisme : pluralisme des courants de pensée et des pratiques ; ce qu'on exprime parfois pudiquement par « prendre une option » ou « choisir des priorités ». Mais dépasse-t-on assez le simple stade de la tolérance pour atteindre celui du dialogue confiant ?

En examinant trois grands axes de la pastorale, je voudrais

montrer que la diversité des options prises « sur le terrain » mérite étude, confrontation et, sinon une plus grande unité, du moins des révisions. Je voudrais souligner aussi que ces révisions appellent un investissement de la part de la théologie. Ces trois grands axes de la pastorale sont les suivants : I. La création et le développement de communautés dans l'Eglise. — II. L'initiative missionnaire de l'Eglise. — III. L'anthropologie mise en œuvre.

Pour chacun de ces axes, j'ouvrirai l'un ou l'autre dossier concernant des actions pastorales précises. J'y examinerai les obstacles actuellement rencontrés, j'élargirai le débat en signalant des apports nouveaux de la théologie, de l'histoire ou des sciences humaines, et selon les cas je proposerai des pistes pour l'avenir.

I. — QUELS REGROUPEMENTS COMMUNAUTAIRES FAVORISER DANS L'ÉGLISE ?

L'Eglise est un peuple, ou une communion de communautés. En théorie, personne ne saurait contester cette affirmation. Pourtant dans l'Eglise de France, pour ne parler que d'elle, cette réalité n'apparaît qu'inégalement et imparfaitement. Cela tient à différentes causes ; j'en évoquerai deux. La première : dans un passé récent, la foi chrétienne a été vécue de façon très individualiste. On connaît le cantique : « Je n'ai qu'une âme... ». La seconde : les bouleversements sociaux de notre époque. Les groupes humains traditionnels se sont défaits, d'autres regroupements voient le jour, mais ils sont soumis à d'incessantes fluctuations provenant de la grande mobilité des personnes et des familles.

L'éclatement des groupes humains et les nouveaux regroupements qui en naissent mettent les Eglises devant plusieurs difficultés qu'il faut résoudre simultanément et face auxquelles il faut trouver rapidement de nouvelles pratiques. Trois dossiers me paraissent particulièrement importants à cet égard :

— la création ou le développement de communautés adaptées à notre temps,
— l'organisation des relations entre les différentes communautés,
— les ministères dans les communautés.

1. *La création et le développement de communautés adaptées à notre temps*

Paroisses et diocèses : qu'évoquent ces deux mots chez la plupart des fidèles et chez les non-chrétiens ? L'idée de communauté ? Personne ne se fait illusion : ces deux mots évoquent bien plutôt des découpages administratifs de l'Eglise que des communautés.

Or de plus en plus les pasteurs cherchent à remonter ce courant et à faire saisir par l'ensemble des chrétiens qu'ils font partie de communautés. Tâche ardue, car les difficultés ne manquent pas. J'en relèverai quelques-unes.

a. *Des obstacles.* Les communautés chrétiennes existent, mais les chrétiens s'en rendent plus ou moins compte et s'en préoccupent diversement. Quant aux non-chrétiens, perçoivent-ils autour d'eux des signes de cette présence ? Trois slogans courants manifestent les difficultés auxquelles se heurtent pasteurs et communautés en ce domaine.

« *Moi, Dieu me suffit !* » Bien des chrétiens vivent leur foi de façon très individualiste ; souvent parce que les institutions chrétiennes dans lesquelles ils ont été formés ne les ont pas ouverts à la dimension communautaire de la foi. De plus, des conversions retentissantes, souvent données en exemple, ont été des conversions à Dieu dans une relation très individuelle, où la communauté chrétienne semble n'avoir guère eu d'importance. Toutes ces générations de chrétiens pourront-elles encore s'ouvrir à ces valeurs qu'elles ont trop ignorées au temps de leur formation ? Aux nouvelles générations ces chrétiens adultes ou âgés sauront-ils parler valablement de réalités communautaires qu'ils n'expérimentent guère ?

« *Jésus-Christ, oui ! L'Eglise, non.* » Autre slogan fréquent, en particulier chez les jeunes, même chez ceux qui se déclarent fervents partisans de petites communautés. Parmi les non-chrétiens et les « mal-croyants », nombreux sont ceux que le visage du Christ séduit, mais que rebutent certains traits de l'Eglise. Les communautés chrétiennes parviendront-elles à montrer un visage plus crédible à ceux du dehors, et à quel prix ?

« *Le groupe X, ça c'est l'Eglise pour moi ; mais pas le groupe Y !* » Chrétiens et non-chrétiens font des comparaisons de ce genre. Dans un monde aussi diversifié que le nôtre, il est difficile de réaliser l'unanimité. De plus, la multiplicité des communautés et groupes chrétiens peut créer un climat de concurrence et dévaloriser les groupements les moins bien lotis. En effet ce foisonnement de groupements de tous genres peut faire difficulté, car pourquoi choisir telle équipe plutôt que telle autre, lorsque les objectifs poursuivis de part et d'autre sont trop ressemblants ? On peut imaginer l'embarras d'un chrétien qui aurait à choisir parmi toutes les équipes des mouvements existants : catéchèse, aumôneries de lycées, équipes de vie, mouvements d'action catholique, renouveau charismatique, focolari, communautés paroissiales, chorales, équipes liturgiques, service missionnaire, et d'autres. Cette multiplicité de groupements risque d'engendrer soit la surenchère dans le recrutement, soit la méfiance et la peur de se faire embrigader ; beaucoup préfèrent alors

se tourner vers des cercles d'amis sans prétention, où, pensent-ils, ils pourront mieux prendre en compte leurs demandes personnelles.

b. *Examen critique à la lumière de la théologie et de l'histoire.* Pour surmonter les difficultés décrites ci-dessus, une communauté ne peut agir seule, sans que toutes les autres n'entrent dans le jeu. Car permettre aux chrétiens de tous âges de faire l'expérience de la vie communautaire en Eglise, rendre visibles et crédibles les communautés chrétiennes aux yeux des incroyants et des « mal-croyants », éviter la dispersion des initiatives : toutes ces tâches relèvent de la communion de toutes les communautés, donc d'ensembles vastes comme des régions, des pays, voire des continents. Pour les assumer, un consensus très large sur des points fondamentaux est nécessaire. J'en relève un, sur ce point particulièrement urgent : quelles communautés faut-il favoriser ? quels regroupements abandonner ?

A l'autorité de trancher de telles questions, mais aux théologiens de lui fournir des critères de choix. Je verserai ici deux pièces au dossier : un constat portant sur les objectifs de différents groupements et une réflexion sur l'origine des découpages territoriaux et la naissance d'autres regroupements. Le constat, je l'établis à partir d'un document officiel de l'épiscopat français traitant de l'avenir des paroisses rurales [1]. Dans sa première partie et sous le titre *Des « communautés »*, ce document procède à un inventaire des différents courants pastoraux dans le monde rural. Il relève trois sortes de groupements et en expose brièvement les orientations. Je cite en résumant :

1 — Les équipes d'action catholique : elles « se veulent enracinées dans les réalités humaines ».

2 — D'autres groupes « se constituent à partir de la reconnaissance par leurs membres d'une préoccupation commune, par exemple : engagements divers dans le domaine socio-culturel ».

3 — La paroisse : elle « estime pouvoir honorer » la requête des hommes qui vivent sur un lieu précis et qui « agissent, créent des structures familiales, scolaires, civiques ».

D'après cette description, tous ces objectifs ne tournent-ils pas autour de la prise en compte des « réalités humaines » ? Avouons que par-dessous des subtilités de vocabulaire, qui relèvent souvent de « langages de tribus », ces différents groupements poursuivent les mêmes buts ; ce n'est plus là que réside leur originalité. Sans doute faut-il alors chercher celle-ci dans les traditions et les mé-

1. Je cite d'après les extraits publiés dans *L'Eglise en Alsace* (bulletin du diocèse de Strasbourg), juin 1978, 3-15.

thodes propres, encore que ces dernières ne puissent être gardées aussi jalousement que les techniques de fabrication de certains artisans et qu'elles se colportent, consciemment ou non, d'un mouvement à l'autre. Alors, qu'est-ce qui peut encore justifier l'existence de tant de groupements divers, et parfois concurrents ? N'est-il pas temps de développer sur ce terrain un autre « œcuménisme » ?

Mais quels critères présideront à cet « œcuménisme » ? Ici, comme dans les conversations entre Eglises chrétiennes, un regard sur le passé peut être éclairant. L'histoire peut nous dire comment les différentes initiatives communautaires ont donné naissance au foisonnement actuel ; elle peut aussi nous indiquer si certains regroupements sont plus essentiels que d'autres. Procédant à un survol rapide, je livrerai quelques observations sur ces points.

Depuis les premiers temps, les chrétiens se sont rassemblés en communautés, appelées Eglises, et dans lesquelles est assuré tout ce qui est nécessaire à la vie et à la survie de l'ensemble :
— l'assemblée eucharistique et sa présidence,
— le service de la Parole (catéchèse permanente),
— l'accueil des nouveaux membres et leur formation (sacrements de l'initiation et catéchèse correspondante),
— l'entraide, un élément capital dans des communautés appelées à témoigner de l'amour de Dieu,
— l'arbitrage des conflits, etc.

Théoriquement, ces communautés de base pouvant assurer tout ce qui est nécessaire à la vie et à la survie du groupe, ce sont les diocèses. Mais en fait, dans nos pays occidentaux, les diocèses sont très vastes et il a fallu mettre en place des administrations spécialisées pour répondre aux différentes fonctions à assurer. Souvent un même diocèse comprend plusieurs districts géographiques formant autant d'unités humaines juxtaposées : zones agricoles, régions industrielles, régions à vocation touristique, etc. Pour prendre en charge des territoires trop diversifiés, l'autorité diocésaine institue des secteurs ou des doyennés et, dans les meilleurs cas, demande pour telle unité humaine précise la création d'un nouveau diocèse.

Dans les faits, le rôle revenant théoriquement au diocèse est plutôt assumé par les paroisses. Elles assurent le relais des institutions diocésaines et rendent visible localement, pour des groupes humains délimités, la communauté chrétienne. Pourtant, en raison des bouleversements actuels de l'habitat et de la mobilité des personnes, certaines paroisses dépérissent tandis que d'autres gonflent démesurément ; d'autres encore connaissent la cohabitation, parfois délicate, de populations diverses. Aussi est-il difficile à bien des paroisses de prendre le visage d'une communauté chrétienne selon

l'esprit des Actes des Apôtres ; mais ces difficultés ne leur enlèvent pas pour autant leur vocation essentielle.

A cause des déficiences des communautés diocésaines ou paroissiales, ou pour répondre à des vocations précises, d'autres groupes chrétiens ont été fondés : des communautés religieuses ont lancé des tiers-ordres, des mouvements d'évangélisation ont vu le jour, des associations caritatives sont nées, etc. L'Eglise latine connaît ainsi depuis le moyen âge un foisonnement de groupes religieux ; ce fut une richesse inappréciable pour l'Eglise. Mais, et c'est le revers de la médaille, cela engendra des luttes d'influence, des querelles d'autorités, voire des scandales financiers. Qu'on relise, pour s'en convaincre, dans la chronique de n'importe quelle ville d'Europe, le récit des luttes entre chapitres, entre séculiers et réguliers, entre confréries, et j'en passe. Ce fut toujours la faiblesse de l'Eglise d'Occident de n'avoir pas su intégrer les vocations nouvelles dans les structures existantes. Ainsi d'une même congrégation ou d'un même ordre religieux ont pu naître, à la suite de trois ou quatre réformes successives, autant de « sous-congrégations » différentes, qui ont coexisté jusqu'à ce qu'une autorité supérieure les réunisse d'office.

c. *Pistes pour l'avenir*. La multiplicité actuelle des groupes chrétiens est trop grande pour que chacun de ces groupements ait des chances de subsister. Comme cela s'est passé pour les congrégations religieuses, les responsables devront envisager des fusions. Mais attendra-t-on le dépérissement de ces groupes ou bien prendra-t-on les devants sans traîner ? De toute façon on n'échappera pas à des questions comme celle-ci : quelles communautés correspondent le mieux à ce qu'est l'Eglise et à ce que le Christ a institué ? En y répondant chaque groupement devra aussi se montrer plus soucieux du maintien de communautés plus importantes pour l'Eglise que de sa propre survie : seule l'Eglise universelle a les promesses de vie éternelle, mais pas tel ou tel mouvement né dans un contexte historique passager.

En refermant ce dossier, j'attirerai encore l'attention sur les groupes qu'on dit « informels » : des groupes sans prétention de durée ni d'organisation. Il est vain de leur reprocher leur manque de stabilité, car en notre époque c'est plutôt un avantage et un signe de modestie. Car dès qu'un groupe ou un mouvement veut se donner des garanties de stabilité, il crée des institutions et use une partie de ses énergies dans leur fonctionnement. Je garde en mémoire l'aveu d'un moine : son monastère était gigantesque et la communauté, squelettique ; une grande partie des énergies servait à garder en état les bâtiments monastiques ; que les moines fussent

au nombre de cent ou de trente, les charges restaient les mêmes. Mais cela vaut aussi pour les secrétariats et bureaux mis en place dans les diocèses et les instances supérieures.

2. *Les relations entre les différentes communautés*

Par les relations qu'un groupe chrétien noue avec les autres groupes se manifeste et se réalise la communion entre les communautés locales et se constitue l'Eglise universelle. Ces relations sont actuellement facilitées par les moyens de communication et les nombreuses possibilités de déplacement. Pourtant ces facilités créent de nouveaux problèmes.

a. *De nouveaux obstacles.* Les réseaux de relations tissés entre les différents groupes et mouvements chrétiens s'enchevêtrent actuellement de façon encore plus inextricable que les couloirs aériens au-dessus de l'Europe occidentale. Aux réseaux anciens des doyennés, diocèses, provinces ecclésiastiques et régions apostoliques se sont superposés de nombreux autres réseaux. Chaque mouvement en a tissé entre ses groupes d'adhérents, et cela sur de vastes territoires : pays, continents, voire planète ! Mais sur place, « à la base », comme on dit couramment, entre groupes des diverses obédiences, c'est l'ignorance mutuelle, voire la concurrence ou les rivalités. La communion des communautés existe à l'échelle planétaire, mais pas là où elle serait le plus visible aux personnes étrangères à tous ces groupes : le territoire local.

Cela conduit parfois à des situations paradoxales : ainsi tel chrétien, fier d'appartenir à un mouvement approuvé par l'épiscopat pour l'ensemble du territoire national, ne s'estimera pas tenu par une orientation donnée par l'évêque du lieu, mais par les directives d'un secrétariat national ; à tort ou à raison, peu importe ici.

Car c'est une autre particularité de ces réseaux, en France : ils sont très centralisés. Tout comme le sont les services diocésains et les aumôneries. En quarante ans, à chaque nouveau besoin défini au plan national, la plupart des diocèses ont répondu en créant un bureau supplémentaire. Ainsi furent sans cesse créés de nouveaux réseaux de relations entre chaque ensemble de services de la même spécialité, car tous ont leurs bureaux nationaux et un fonctionnement centralisé qui privilégie les actions de niveau national plutôt que les initiatives locales. De plus, comme tous ces services ont été créés en fonction de nécessités ressenties à un moment donné, il en résulte des conflits de compétence avec des bureaux plus anciens ayant eu jusque-là à assurer des prestations du même ordre.

b. *Examen critique.* Complexité, centralisation et superposition des réseaux, conflits de compétence, telles sont les lourdeurs dont

souffrent les relations entre les différents groupes et communautés. Tous ces fonctionnements se justifient-ils ? Si oui, il suffirait de mettre un peu plus d'huile dans les rouages. Mais si la réponse est négative, il faut tout réviser et remanier. En vertu de quoi répondra-t-on oui ou non ? Le critère décisif en ce domaine pourrait être le suivant : le type de communion qu'on désire susciter entre les différentes communautés. Ce critère peut encore s'exprimer en des questions plus précises, comme les trois que voici.

— Quels découpages territoriaux engendrent quelles relations entre les personnes ? En France les diocèses correspondent généralement aux départements civils. Or par cette division territoriale, Napoléon a pu exercer un pouvoir très centralisé qui a fortement marqué l'administration jusqu'à nos jours. Si le découpage en départements, substitué aux anciennes provinces, devait permettre à tout citoyen de se rendre au chef-lieu sans dépasser une journée de marche, il permettait aussi à l'administration préfectorale d'être rapidement en tout lieu de sa juridiction. Or l'Eglise poursuit d'autres buts que l'administration centralisée d'une portion de territoire. Quels découpages imaginera-t-elle pour répondre à ses objectifs propres ? De fait, pendant les vingt dernières années, bien des révisions ont été faites dans les diocèses, mais la géographie humaine continue d'évoluer.

— Où placer les centres de décisions ? En matière politique, c'est une question d'actualité ! De partout l'Etat est interpellé : maintiendra-t-il sa centralisation administrative ou bien accordera-t-il une plus grande autonomie aux régions ? Les Eglises pourraient fort bien mettre en place une organisation reflétant moins cette centralisation politique et respectant davantage les communautés locales. On pourrait ainsi réexaminer des découpages actuels comme les régions apostoliques ou les zones pastorales et vérifier les raisons qui ont motivé leur création. Ces découpages devaient servir quel type de pastorale ? Quels autres découpages ont-ils remplacés et pourquoi ? Qui devait en bénéficier : les communautés locales, l'administration centrale, la hiérarchie ?

— Entre quelles personnes et communautés veut-on provoquer des relations en créant des réseaux de communication ? Et quels types de relations ? Un exemple pour montrer à quelles institutions ces questions peuvent s'appliquer : l'instance régionale évêques-prêtres. J'en décris rapidement le fonctionnement : l'ensemble des prêtres d'un diocèse élit des représentants qui, avec ceux des autres diocèses, rencontreront l'ensemble des évêques d'une région apostolique. Puisque chaque prêtre est en communion avec son évêque et que dans chaque diocèse un conseil du presbyterium permet à des délégués des prêtres de participer de plus près aux décisions

pastorales d'ensemble, cette instance régionale évêques-prêtres apparaît comme un réseau supplémentaire. Quels liens de communion entre évêques et prêtres devaient être promus ou favorisés par cette institution ? Entre quelles communautés doit-elle tisser des relations ? En l'imaginant, a-t-on cherché à copier des fonctionnements pratiqués dans le monde politique ou syndical ? Si oui, dans quel but pastoral et pour favoriser quel type de communautés ?

Peut-on tracer des pistes d'avenir dans ce domaine des institutions et des relations entre communautés ecclésiales ? C'est certainement prématuré. Car l'avenir connaîtra encore bien des initiatives et des innovations, puisque les sociétés de nos pays occidentaux ne cessent d'évoluer : le savoir et le pouvoir se distribuent de nos jours et se distribueront dans l'avenir tout autrement qu'au temps où furent mises en place les institutions de nos Eglises locales.

3. *Les ministères dans les communautés locales*

Jusqu'à une date récente, dans l'Eglise latine l'organisation interne des communautés était claire, simple et nette : il y avait les clercs et les laïcs. Or on parle maintenant de ministères laïcs, de pouvoir dans l'Eglise, de militants, etc. De nouvelles fonctions se développent : catéchistes, animateurs liturgiques, responsables d'équipes et de communautés. De nombreux diocèses ont réintroduit le diaconat permanent. Par contre, parmi les prêtres, que d'incertitudes sur leur rôle : sont-ils ministres du culte, missionnaires ou présidents de communautés ? Ont-ils des pouvoirs que les laïcs n'ont pas ? Toutes ces questions sont largement débattues sur la place publique [2].

Devant toutes ces questions concernant leur organisation interne les communautés chrétiennes sont loin d'être démunies. Plus qu'à aucun autre moment de leur histoire, les Eglises disposent aujourd'hui d'une masse d'informations. Théologiens et canonistes peuvent fournir des dossiers constitués à partir de l'histoire, de l'exégèse, des sciences humaines, de la pratique des différentes Eglises, etc. Ainsi connaissons-nous mieux que jadis les institutions des Eglises d'Orient. Là-bas, comme jadis dans les premières assemblées chrétiennes, les communautés se donnent de nombreux ministres : évêques, prêtres, diacres, lecteurs, chantres, etc., qui tous exercent effectivement leurs ministères ; le recrutement est interne à ces communautés.

Entre les différents types d'organisation, les comparaisons ne manqueront pas de se faire. On peut ainsi vérifier les influences

2. Voir par exemple Julien POTEL, *Demain d'autres prêtres*, Paris, Centurion, 1977, 124 p.

de chaque structure sur le dynamisme des communautés et sur les relations qui s'y nouent : quelles relations suscite dans une communauté le système latin, avec sa réduction des ministères au presbytérat ? Quelles relations suscite le système oriental, avec sa multiplicité de ministères ? Quelles répercussions cela a-t-il sur le recrutement, sur les relations entre clercs et laïcs [3], sur l'alternative théorique entre sacerdoce cultuel et mission apostolique ? Mais en deçà de ces recherches sur l'organisation interne des Eglises, sur prêtres et laïcs, sur ministères ordonnés ou non, sur sacerdoce et mission, il se pose une question plus fondamentale encore : de quels ministères les communautés chrétiennes d'aujourd'hui et de demain ont-elles besoin ?

II. — LES INITIATIVES MISSIONNAIRES DE L'ÉGLISE

En quelque cinquante ans, quelle évolution ! Après avoir si longtemps réservé le vocabulaire missionnaire aux prédicateurs qui œuvraient au-delà des limites de la chrétienté, voilà que ces mêmes termes servent à désigner la pastorale de nos vieilles Eglises d'Europe. Pourtant cette mutation ne s'est pas faite d'un coup, mais progressivement. Au fil des étapes, bien des initiatives ont été prises, des institutions ont été créées et des idées propagées. Le résultat, tel qu'il apparaît actuellement, ressemble à ces cathédrales édifiées au cours de plusieurs siècles : un chœur roman, une nef gothique, des autels baroques et des vitraux modernes, le tout bien proportionné et bien adapté. Mais en pastorale le résultat est moins brillant : les strates se sont superposées et entre des institutions nées à divers moments de l'évolution et sous l'influence de théologies différentes l'unité est loin d'être faite.

Le temps est venu de rechercher une plus grande cohérence, de réformer l'ensemble et d'émonder un arbre qui a trop sauvagement grandi. Tâche délicate, qui ne peut être entreprise que si du pluralisme des théories pastorales naît progressivement un consensus assez large sur les questions essentielles. Dans ce sens je propose ici quelques observations sur différents aspects de la situation présente, puis les questions critiques que cela suscite, et, éventuellement, des pistes d'action. Je grouperai le tout sous trois titres : — qui est missionnaire ? — conversion personnelle ou collective ? — quels modèles d'action ?

---

3. Je rejoins ici les idées développées par Jean-Paul DELOUPY dans *Laïcs et prêtres, des idées pour demain*, Paris, Centurion, 1977, 268 p.

1. *Qui est missionnaire ?*

Dans la première moitié de ce siècle, des pasteurs et des théologiens ont pris conscience que dans nos pays industrialisés d'Occident de grandes masses humaines étaient « loin de l'Eglise », que le temps de chrétienté était passé, que l'Eglise ne pouvait rester figée sur ses positions en attendant que les incroyants viennent à elle et qu'il fallait qu'elle-même se tourne vers eux. Des prêtres et des laïcs ont pris à cœur cet idéal missionnaire et se tournaient vers « ceux de l'extérieur », pendant que le reste de l'Eglise continuait à s'occuper du troupeau des fidèles. On en vint à distinguer la pastorale « ad intra », c'est-à-dire s'occupant du fonctionnement interne de l'Eglise, et la pastorale « ad extra », c'est-à-dire s'occupant de la mission à l'extérieur de l'Eglise.

Dans la pastorale « ad intra » on rangeait les tâches ordonnées au fonctionnement des communautés existantes : pastorale liturgique, catéchèse, « sacramentalisation » (quel terme affreux, à la nuance dépréciative !), action caritative. Dans la pastorale « ad extra » on rangeait l'animation de mouvements d'action catholique. Dans la même ligne on opérait des distinctions semblables entre les mouvements de laïcs : on parlait de « mouvements d'évangélisation », l'action catholique en l'occurrence, et de « mouvements d'éducation », le scoutisme-guidisme, par exemple.

Dans le clergé cela créait des clivages ; des jugements de valeur devenaient courants. Les prêtres s'occupant de pastorale missionnaire se considéraient comme l'avant-garde ou l'élite, par rapport à ceux qui s'occupaient des chrétiens dits « traditionnels ». Ces derniers étaient parfois considérés comme « les fossoyeurs d'une Eglise en voie de disparition », l'avenir étant à la pastorale missionnaire. Dans les conflits entre mouvements, certains se prévalaient du titre de « mouvements d'Eglise » pour réclamer une priorité, sinon une exclusivité, par rapport aux autres. Une telle dénomination ne peut se justifier que par une théorie aujourd'hui communément abandonnée, celle du mandat. En effet, se considérant jadis comme seul responsable de la mission, l'épiscopat avait donné à certains laïcs un « mandat » pour évangéliser. De ce fait, les mouvements qui n'avaient pas été spécialement mandatés pour la mission étaient considérés comme de valeur inférieure et donc à négliger.

— *L'étiquette « missionnaire » est-elle une « appellation contrôlée » ?* Vu l'évolution des sociétés occidentales, distinguer entre territoires chrétiens et territoires de missions dans nos pays européens devient impossible. Pendant le temps de la chrétienté on délimitait les frontières visibles de l'Eglise, mais aujourd'hui, peut-on encore

voir ces frontières ? Peut-on encore distinguer l'« intra Ecclesiam » de l'« extra Ecclesiam » ? Les frontières de l'incroyance passent dans les groupes chrétiens eux-mêmes, plus encore en chaque croyant.

Dans ces conditions, peut-on encore distinguer dans la pastorale de nos régions des tâches qui seraient essentiellement missionnaires et d'autres qui ne seraient pas du tout missionnaires ? Combien d'aumôniers de lycées et de catéchistes, par exemple, ne revendiquent-ils pas d'être reconnus comme évangélisateurs dans les groupes qu'ils rencontrent ? Le label « missionnaire » ne peut plus être réservé à quelques chrétiens, c'est à toute l'Eglise qu'il faudrait pouvoir le décerner.

Je vais pousser le raisonnement plus loin, avec une pointe d'ironie : puisque la conversion chrétienne est conversion au Dieu de Jésus-Christ dans l'Eglise, ceux qui persisteraient à distinguer les communautés traditionnelles et les élites missionnaires, quelle Eglise pensent-ils montrer à leurs convertis ? Si c'est les communautés traditionnelles confiées à la pastorale ordinaire des curés et des catéchistes, qu'ils mettent donc ceux-ci dans le coup, pour que leurs communautés ressemblent le plus possible aux communautés idéales décrites par ces missionnaires. Mais si ces derniers veulent constituer une Eglise spéciale pour accueillir leurs convertis, la tunique sans couture sera encore un peu plus déchirée. Autrement dit : l'Eglise de Jésus-Christ est une ; elle est le lieu de la rencontre avec Dieu ; c'est donc dans sa totalité et non seulement en quelques-uns de ses membres qu'elle est appelée à être missionnaire, sinon elle contredirait le message annoncé aux convertis. De fait, l'ensemble de nos communautés traditionnelles a mis du temps à assumer cette responsabilité missionnaire, au point que dans un passé récent (qui dure sans doute encore ici et là !) des convertis s'y trouvaient mal à l'aise. Mais les choses évoluent également en ce domaine.

— *Le label « apostolat des laïcs »*. Cette expression a été formée au « temps du mandat » : lorsque la Mission était considérée comme réservée à la hiérarchie et qu'on se rendit compte que celle-ci ne pouvait être présente sur les lieux de travail, des mouvements de laïcs furent créés pour réaliser cette présence missionnaire de l'Eglise sur les terrains d'incroyance. Ces mouvements étaient mandatés par la hiérarchie et ordonnés à la formation de missionnaires laïcs. Jusqu'à ce jour, au plan national tout comme dans les diocèses, des prêtres, des secrétaires, des bureaux, bref toute une institution continue à porter cette étiquette « Apostolat des laïcs », bien que le contexte ait radicalement changé. En effet, un catéchiste laïc, un responsable d'action caritative, voire un animateur liturgique,

n'œuvrent-ils pas bien souvent pour former eux aussi un laïcat missionnaire ? Créé à une époque où l'on réservait la mission à certains, faute de pouvoir ou d'oser la faire assumer par l'ensemble de l'Eglise, le label « Apostolat des laïcs » a-t-il encore une signification aujourd'hui ? Le réserver à certaines institutions, n'est-ce pas le refuser à d'autres ? Le maintenir, n'est-ce pas nier, d'une certaine façon, que toute l'Eglise est appelée à devenir missionnaire [4] ?

2. *Conversion personnelle ou collective ?*

A qui doivent s'adresser les missionnaires : à des individus ou à des groupes sociaux ? Au moyen âge des nations entières se sont (ou ont été) converties, sous la conduite de leurs chefs. A d'autres époques, on a davantage pratiqué « la pêche à la ligne ». Depuis les origines l'activité missionnaire de l'Eglise s'est orientée tantôt vers la conversion personnelle, tantôt vers les conversions de masses. Or après une longue période qui a privilégié l'évangélisation individuelle, ce fut l'une des grandes intuitions de l'action catholique que de rappeler l'importance des solidarités de classes et le poids des mentalités collectives.

— *Revenir aux questions fondamentales.* Les options missionnaires prises il y a dix ou quinze ans sont-elles encore valables aujourd'hui ? Sur bien des points la situation a changé : la mobilité de l'habitat, l'accès à un bien-être toujours plus grand, les voyages, les informations, tout cela a développé l'autonomie personnelle et multiplié les appartenances sociales et les solidarités de chaque individu. La profession n'est plus l'unique source des relations extra-familiales, comme ce fut le cas dans des zones ouvrières closes sur elles-mêmes ; elle n'est plus l'unique creuset des mentalités collectives. L'ouvrier qui a installé sa caravane sur le pré hérité de ses grands-parents se crée de nouvelles relations. Le groupe de familles qui se retrouve tous les ans sur la même plage ou participe aux mêmes fêtes devient un lieu de communications très diverses et parfois très influentes. Le foyer et la famille reprennent de l'importance, la télévision et la publicité n'y ont pas peu contribué !

De ce fait, les options missionnaires prises précédemment sont à réviser et à modifier selon les réponses qu'on donnera, communauté par communauté, à des questions comme celles-ci :

— Dans des mondes qui bougent et évoluent continuellement, quels groupes influencent le plus l'individu ? Quelle est la part respective

---

4. On pourra lire des propos identiques dans l'ouvrage collectif *Les familles, l'Eglise et la foi*, publié par le CNER, Paris, 1973, p. 45.

des enracinements géographiques, des activités professionnelles, des groupes de loisirs, des associations culturelles ?

— Comment l'individu réagit-il aux différentes sollicitations des nombreux groupes auxquels il appartient ?

— Les classes sociales répondent-elles aujourd'hui encore et dans nos régions aux définitions qu'on en donnait il y a dix ou vingt ans, quand furent élaborées pour elles des pastorales spécialisées ?

— Dans tel secteur géographique précis, quels groupes, milieux ou classes sont à ce point influents (voire totalitaires) qu'il faut envisager une action missionnaire portant plus sur le groupe que sur les personnes ?

— *Elites et masses.* Toute action sur des masses humaines ou des classes sociales passe par des leaders. Les missions chrétiennes ne l'ont pas ignoré, mais ont choisi parmi les élites : au temps où les élites étaient constituées par les chefs guerriers, il suffisait que Clovis se convertisse pour que toute son armée le suive. A d'autres époques des missionnaires en pays païens se sont tournés de préférence vers les élites intellectuelles et la noblesse d'un peuple, sachant que ces élites entraîneraient les masses.

A quelles élites choisira-t-on de s'adresser, dans nos sociétés occidentales ? S'intéressera-t-on aux personnes que nos sociétés considèrent comme leurs élites : membres de familles influentes ou possédantes, intelligentsia, fortes personnalités capables de devenir militants politiques ou syndicaux ? Ou bien l'Eglise a-t-elle d'autres critères pour désigner ses élites ? Quelles personnalités le Christ a-t-il choisies et selon quels critères ? On n'oubliera pas que des chrétiens peuvent considérer comme élites des malades grabataires n'ayant aucun pouvoir dans la société mais pouvant vivre intensément leur foi et la rayonner. Selon les élites que les communautés chrétiennes privilégient se dessine tel ou tel visage de l'Eglise.

— *L'Eglise et le monde.* C'est connu : les sectes se présentent habituellement comme des refuges dans un monde qu'elles jugent mauvais et ennemi. Se convertir à elles, c'est se retirer autant que possible de la société ambiante et la condamner. Mais face au monde, quelle attitude nos Eglises d'Occident proposent-elles à leurs membres et aux convertis ? Au cours de leur histoire, elles ont déjà adopté bien des attitudes. A certains moments et en certains lieux, nos Eglises ont été perçues comme des sectes, parce que dans un monde trop étranger à leur foi les chrétiens ont dû se replier sur leurs communautés et vivre en ghettos. A d'autres moments, comme aujourd'hui dans bien des pays occidentaux, les chrétiens sont pleinement mêlés aux non-chrétiens. Mais entre ces deux attitudes, toute une gamme de situations intermédiaires. De

fait, entre la situation des chrétiens en Egypte, en Algérie, en URSS, en Inde, en Turquie, en France, que de différences !

Quelle attitude adopter actuellement dans un monde en continuelle évolution ? Une attitude uniforme s'impose-t-elle à toutes les communautés ? Ou bien revient-il à chacune de se décider ? Ainsi peut-on s'interroger sur ces deux attitudes extrêmes adoptées actuellement par des groupes de chrétiens.

— Jugeant nos cités trop païennes et le monde ambiant trop étranger et trop hostile à la foi, des groupes de chrétiens refont l'expérience du désert ou de la vie monastique. La conversion chrétienne leur paraît si différente des mœurs ambiantes que leur fidélité à Dieu les pousse à se donner les moyens de vivre autrement. Leur attitude missionnaire est discrète ; ils vivent ce conseil : « Ne parle que si on t'interroge, mais que ta façon de vivre pose question. »

— D'autres chrétiens s'installent avec armes et bagages dans des sociétés humaines de notre temps et en épousent les idéaux et l'idéologie.

Selon le mouvement pendulaire de l'histoire, depuis Vatican II la seconde attitude est la plus répandue dans nos pays. Nos Eglises s'ouvrent au monde. Pourtant, en particulier chez des jeunes qui ont déjà pleinement vécu dans notre monde, il se dessine une attitude de repli au désert. Et nos communautés se font interpeller en des termes nouveaux. Aux uns il est dit : comment pouvez-vous vous sentir à l'aise, vous chrétiens, disciples d'un Christ serviteur et pauvre, dans une société assise sur l'argent et le plaisir, qui écrase les faibles et les pauvres et qui sacrifie la nature au profit ? Aux autres il est dit : si vous vous installez avec armes et bagages dans ces groupes qui professent la lutte des classes comme le moteur de l'évolution sociale, si vous en épousez les idéaux et l'idéologie, comment manifesterez-vous la présence déjà partiellement réalisée d'une humanité nouvelle « où il n'y a plus ni Juif ni Grec, ni esclave ni homme libre » (*Ga 3*, 28) ? Car si des marxistes projettent leur espérance dans le futur (un grand soir à venir), vous les chrétiens, vous professez une eschatologie déjà partiellement réalisée dans vos communautés ; d'où vient-il alors que vous élevez de nouvelles barrières en leur sein ?

— *Quelle politique pour les chrétiens ?* Chacun le sait à présent : tout est politique ; même si vous pensez ne pas faire de politique, vous en cautionnez quand même une par votre silence ! Ainsi, par leurs initiatives ou leur laisser-faire, les chrétiens sont-ils perçus ici comme une force politique à ménager et ailleurs comme infidèles à l'idéal du Christ. Les chrétiens ont tellement entendu ce genre de considérations qu'ils se sont lancés fébrilement dans la politique. Le visage de l'Eglise y a-t-il gagné en attrait aux

yeux des incroyants ? Faut-il d'ailleurs que les chrétiens ne règlent leur action qu'en fonction du qu'en-dira-t-on ? N'auraient-ils pas aussi des initiatives originales à prendre ?

Autres questions dans le même sens : à quel niveau intervenir aujourd'hui pour construire la cité ? A trop militer pour la prise de pouvoir d'un parti au plan national, on négligerait de rendre dès à présent plus habitable le quartier ou la commune. Les chrétiens peuvent-ils s'en remettre purement et simplement à un parti politique existant indépendamment d'eux pour mettre en œuvre leur propre idéal de la cité humaine ? Centralisme ou régionalisation : lequel des deux systèmes permet le mieux aux hommes d'aujourd'hui de prendre leur destinée en mains ?

Dans le domaine social les chrétiens ont apporté il y a quelques années des contributions originales et appréciées : les micro-réalisations. Au lieu d'en rester à des projets gigantesques et abstraits, le Secours Catholique avait proposé à des communautés de prendre en charge d'autres communautés dans le Tiers-Monde pour des actions limitées dont on peut suivre la réalisation. On peut imaginer et souhaiter une mutation analogue dans les modèles d'intervention politique. Au lieu de déduire les actions à mener à partir de grands principes affichés par des partis, il y aurait lieu d'imaginer des interventions plus localisées et dépassant les clivages inutiles, pour répondre à des urgences, telle l'adaptation des systèmes éducatifs (école, apprentissage) à la civilisation actuelle.

3. *Quels modèles pour l'action ?*

Nos têtes sont farcies de modèles pour l'action : le militaire, le savant, le militant politique ou syndical, le démarcheur, l'énarque, le technicien, etc. De quels modèles les chrétiens s'inspirent-ils consciemment ou inconsciemment pour l'action missionnaire dans notre monde actuel ? De modèles que le Christ lui-même a proposés ?

Pour sûr, le modèle du berger choisi par Jésus paraît désuet, voire choquant, pour nos mentalités : personne ne tient à être traité de mouton ! Pourtant, en son temps, quel autre modèle Jésus aurait-il pu proposer ? Dans la société de cette époque aurait-il trouvé quelque chose de plus adéquat ? Il ne pouvait proposer aux responsables des communautés et aux missionnaires le modèle des rois et des chefs politiques de son temps, car c'étaient des tyrans (*Mc 10,* 42). Il ne pouvait proposer le modèle des Maîtres ou Docteurs d'alors (*Mt 23,* 1-12). Restait le modèle du berger, que l'Ancien Testament avait si souvent mis en valeur, soit pour décrire l'action de Dieu, soit pour rappeler à l'ordre les chefs du peuple. Lorsque Jésus recourt au modèle du berger, il ne se contente pas de paroles,

il se présente lui-même comme le berger-modèle dont s'inspireront les serviteurs de son peuple.

Dans un passé récent, les responsables de communautés n'avaient guère d'initiatives à prendre, tout était programmé, les institutions fonctionnaient selon le système hiérarchique et le modèle d'action était celui du fidèle exécutant des décisions venant des supérieurs. Mais aujourd'hui les communautés et leurs responsables sont à la recherche de nouveaux modèles d'action, parce que les anciens sont insuffisants pour les situations actuelles. Ici et là des choix ont été faits : ainsi le militant syndical est-il parfois pris comme modèle. Les assemblées de prêtres deviennent alors des champs de manœuvre fonctionnant à coup de motions, votes, amendements, etc. Les chefs des services diocésains sont vus comme des patrons ou des cadres. Des groupes de pression se forment pour imposer telle ou telle pastorale : on cherche à vaincre plutôt qu'à convaincre ! A-t-on raison de fonctionner selon ce modèle ? Correspond-il à la nature d'une communauté chrétienne ? D'autres modèles seraient-ils plus adaptés ? Faut-il en inventer ? Lesquels ?

III. — UNE QUESTION D'ANTHROPOLOGIE

Après avoir situé et élargi des questions que la pastorale pose à la théologie à propos des communautés et de la mission, j'en viens à une autre, concernant les relations entre Dieu et l'homme. Ce paragraphe sera bref, je ne retiendrai qu'un seul point, sur lequel des éclairages nouveaux sont apportés : les conceptions anthropologiques.

La culture occidentale, scientifique et technicienne, considère l'homme dans sa maîtrise de l'univers et tend à tout lui rapporter, comme à un centre. Mais la circulation des idées et des personnes nous confronte de plus en plus à d'autres anthropologies, qu'elles nous viennent d'Asie ou d'Afrique, qu'elles soient philosophiques ou religieuses. Plus encore, notre connaissance plus étendue du patrimoine des Eglises nous fait mieux connaître les anthropologies de la Bible, des Pères, de l'Orient et des nombreux courants de spiritualité. Nous découvrons ainsi qu'une grande partie de l'humanité vit avec d'autres représentations que nous et ne place pas l'homme au centre de tout, mais y place Dieu, et considère toute chose non comme des conquêtes de l'homme, mais comme des dons de Dieu.

Toute anthropologie régit un ensemble de représentations et influence les initiatives et les attitudes. Quand on prend comme norme l'homme accompli, maître du monde, savant et sain, on con-

sidérera la maladie, les accidents et les échecs comme des absurdités, on cherchera à établir des culpabilités et la révolte est toute proche. Mais quand on considère comme norme l'homme faible, limité et en attente, on adoptera d'emblée une attitude d'action de grâces pour toute réussite. Telle est déjà l'attitude et la mentalité de l'homme biblique.

Selon quelle anthropologie fonctionnent nos institutions chrétiennes ? Quelle idée de l'homme et de ses relations avec Dieu communiquent-elles à leurs membres ? Quels changements convient-il d'apporter dans toutes ces représentations pour être plus fidèles à l'anthropologie biblique ? Comment permettre aux nouvelles générations, souvent frottées aux anthropologies d'autres civilisations, de ne pas se sentir étrangères dans nos communautés ?

IMPULSION

Le léger jeu de mots « conclusion-impulsion » indique que la longue série de questions posées tout au long de ces pages ne peut trouver de conclusion ici, sur le papier. Ce sont des questions ouvertes qui ne sauraient se résoudre d'un trait de plume. Au lecteur je voudrais plutôt donner une impulsion, et cela autour de deux idées :
— la signification du concile Vatican II pour nos Eglises,
— le choix de vocables dynamiques.

Le dernier concile, Vatican II, qui s'est notablement distingué des conciles précédents, a été qualifié de « concile pastoral ». Cette étiquette est juste et souligne parfaitement son originalité par rapport aux conciles précédents, qui étaient surtout dogmatiques et étaient convoqués pour trancher des questions doctrinales en condamnant des affirmations contraires à la foi. Mais aucun risque d'hérésie n'a motivé la convocation de Vatican II.

Que ce dernier concile ait été un concile pastoral, cela révèle que de nouvelles tâches attendent les théologiens. Des questions se posent à l'Eglise d'aujourd'hui, auxquelles les chrétiens des siècles passés n'ont pas été confrontés ; ou s'il en reste, de ces questions anciennes, elles sont posées en des termes nouveaux. Car parler aujourd'hui de mort, de résurrection, de salut, de péché, de nature humaine, cela requiert qu'on ne se contente pas du donné traditionnel, mais qu'on intègre les apports des sciences humaines et des sciences expérimentales.

Plus que jamais la pastorale pose des questions à la théologie, comme je l'ai montré tout au long de ces pages. Jadis la pastorale

était confondue avec l'administration des diocèses et des paroisses. Les cadres existaient depuis des siècles, les tâches ministérielles étaient précises, il n'y avait rien à inventer. La formation pastorale était surtout une formation à l'enseignement, prédication et catéchisme. L'ambition des professeurs chargés de former de futurs pasteurs était essentiellement de les instruire à prêcher sans commettre d'erreurs doctrinales. La préoccupation essentielle était l'*orthodoxie*. Mais aujourd'hui la préoccupation de l'*orthopraxie* en prend le relais : quelles initiatives pastorales correspondent le mieux au mystère du salut ?

Seconde idée de cette « impulsion » : il est des mots dynamiques, d'autres restent statiques. Parmi ces derniers je rangerai des termes très en vogue dans la pastorale actuelle : classe, monde, milieu. Ces mots appartiennent au vocabulaire de l'analyste qui étudie une société. Comme le zoologiste et le botaniste isolent des espèces animales et végétales et en analysent les particularités, ainsi peut-on étudier une société et y discerner des classes, des groupes, des milieux. L'analyste scrupuleux s'arrêtera-t-il en chemin ? Ne trouvera-t-il pas dans chaque groupe d'autres sous-groupes ? Son objet est de décrire la réalité étudiée aussi fidèlement que possible, mais pas de la faire évoluer.

D'autres mots au contraire sont dynamiques. Le mot *peuple* est de ceux-là. Pour le chrétien il est chargé d'une telle richesse de signification ! Il évoque tout un passé de relations vivantes, qui plongent leurs racines dans des siècles d'histoire. Il ouvre aussi de vastes horizons, car le peuple de Dieu est sans cesse en route, sans jamais se fixer. Il n'a pas fini de franchir des Mer Rouge et des Jourdain, de partir en exil et d'en revenir, de subir la tentation des veaux d'or et d'en être purifié.

En pastorale, comme ailleurs, attention aux mots : ils trahissent ou traduisent nos intentions. Alors, pour révéler les miennes, je dis ma préférence : je parlerai plutôt de *peuple de Dieu* que de milieux, mondes ou classes, en évoquant une pastorale pour aujourd'hui et demain.

F 67200 Strasbourg Marcel METZGER
8, rue des Mérovingiens